

N° DP 23/1277

DECISION DU PRESIDENT

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT DE 10 000 EUROS AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT (CDAD) POUR LA MISE EN PLACE DE PERMANENCES JURIDIQUES GRATUITES - CONVENTION D'OBJECTIFS

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis de la Commission Politique de la Ville et Habitat en date du 30 novembre 2023,

VU le projet de convention d'objectifs, ci-annexé,

CONSIDERANT la demande de subvention du Conseil Départemental de l'Accès au Droit du Var (CDAD) dont le siège social est à Toulon, et ayant pour objet de recenser les besoins en matière d'accès au droit dans le département du Var, de définir une politique locale d'accès au droit, de dresser et diffuser l'inventaire de l'ensemble des actions menées afin de satisfaire les besoins exprimés,

CONSIDERANT que le Conseil Départemental de l'Accès au Droit met en place des consultations juridiques gratuites de professionnels du droit, ainsi que des permanences d'écrivains publics et de juristes sur le territoire métropolitain, qui permettent aux usagers les plus précaires de faire valoir leurs droits et facilitent leur insertion dans la vie sociale,

CONSIDERANT qu'il appartient à la Métropole, dans le cadre de sa politique menée en matière de Solidarités, de favoriser les actions permettant un accès au droit,

CONSIDERANT qu'il convient de soutenir cette action en attribuant à cette association une subvention pour la réalisation de son objet, au regard du volume des permanences, et de la demande croissante,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ATTRIBUER au Conseil Départemental de l'Accès au Droit (CDAD) une subvention de 10 000 € (dix-mille euros).

ARTICLE 2

DE SIGNER la convention, ci-annexée, avec le CDAD en vue de l'attribution d'une subvention de 10 000 euros (dix-mille euros).

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits seront prélevés sur l'opération N°5262 article 65748, du Budget Principal 2023.

La présente Décision sera

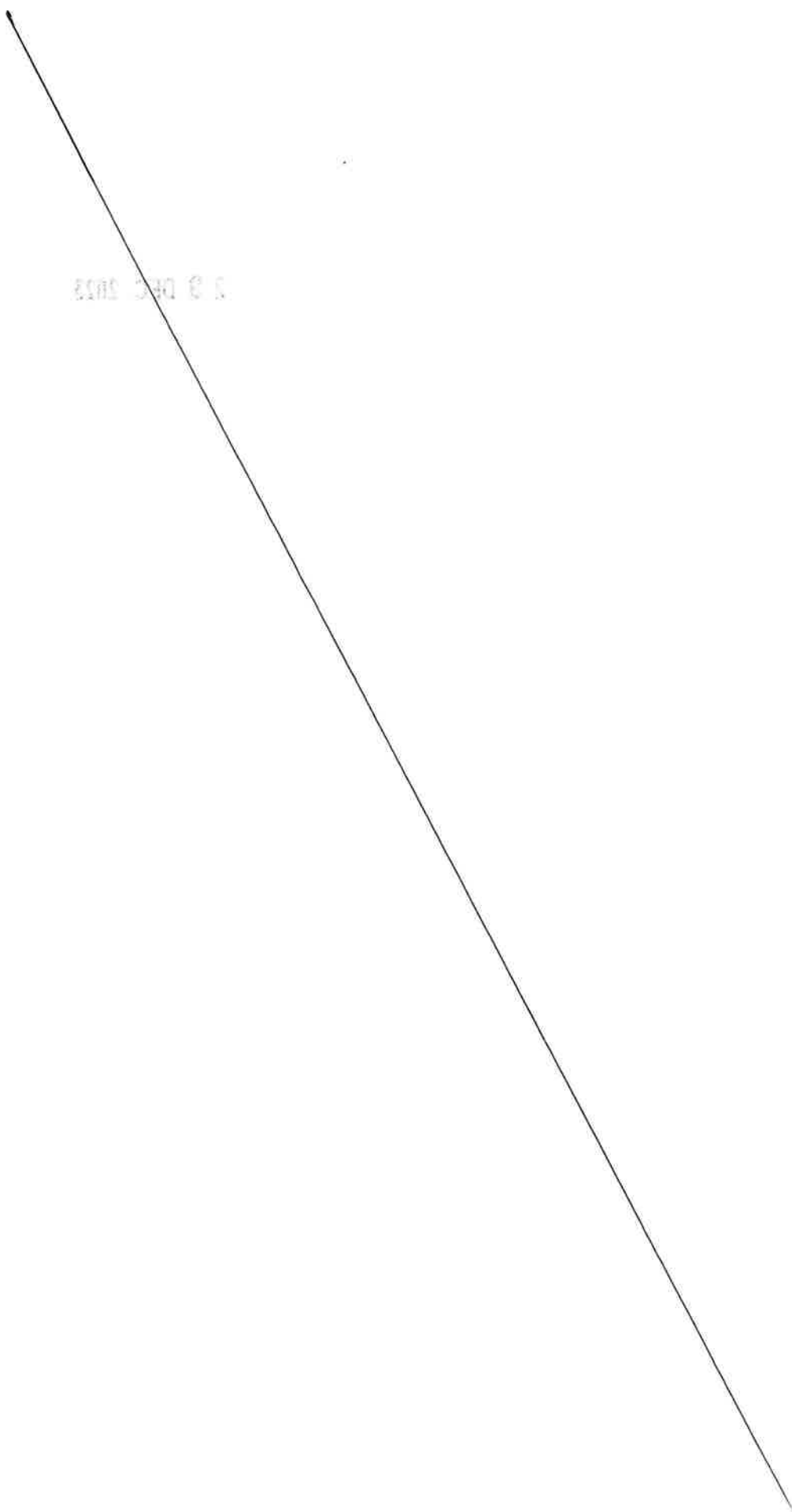
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **29 DEC. 2023**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





<p style="text-align: center;">CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE LA METROPOLE « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE » ET LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT (CDAD)</p>

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

ENTRE

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, **Jean-Pierre GIRAN**, agissant en vertu de la **Décision Président n°23/** en date du

ci-après désignée *la Métropole*,

d'une part,

ET

Le Conseil Départemental de l'Accès au Droit, ayant son siège social, Place Gabriel Péri, CS 90506, 83041 TOULON CEDEX 9 représentée par **Madame Sylvie MOTTES**, en qualité de Présidente,

ci-après désignée le CDAD,

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Le CDAD a pour mission, de recenser les besoins en matière d'accès au droit dans le département du Var, de définir une politique locale d'accès au droit, de dresser et diffuser l'inventaire de l'ensemble des actions menées afin de satisfaire les besoins exprimés.

Afin de favoriser l'accès au droit des usagers sur le territoire métropolitain, le CDAD met en place des consultations juridiques gratuites de professionnels du droit, ainsi que des permanences d'écrivains publics et de juristes d'associations pour tous les usagers qui souhaitent en bénéficier.

Compte tenu de l'intérêt de ce projet, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'action du CDAD.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : ENGAGEMENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT

Le CDAD s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2023 et à informer la Métropole Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de son projet.

Durée de l'action : annuelle.

ARTICLE 2 : EVALUATION DE L'ACTION

Le CDAD s'engage à procéder à la fin de l'année en cours à une évaluation de l'action sur des critères à la fois quantitatifs, qualitatifs et financier.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DE REFERENCE DE LA METROPOLE TPM

En vertu de la Décision Président n°23/ en date du ,la Métropole s'engage à soutenir financièrement le CDAD au cours de l'exercice 2023, par le versement d'une subvention d'un montant de **10 000 euros**.

Cette subvention a pour objet d'accompagner le CDAD dans la réalisation de son projet « Mise en place de consultations juridiques gratuites des professionnels de droit et des permanences gratuites d'écrivains publics et de juristes d'associations »

ARTICLE 4 : LES FINANCEMENTS

Le budget prévisionnel de l'action « Mise en place de consultations juridiques gratuites des professionnels de droit et des permanences gratuites d'écrivains publics et de juristes d'associations » est estimé à 196 500 €. Les financements prévisionnels sont les suivants :

Métropole TPM	10 000 €
Etat	115 824 €
Conseil Régional	15 000 €
Conseil Départemental	14 000 €
Communes	41 676 €

ARTICLE 5 : DUREE

La présente convention est conclue pour l'année 2023.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

D'une façon générale, la Métropole s'engage à communiquer au CDAD tous les éléments administratifs et financiers nécessaires pour remplir ses missions.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DU CDAD

Le CDAD s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité afin que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée. Elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à faciliter le contrôle, par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à fournir à la Métropole TPM un bilan financier, quantitatif, qualitatif et définitif des actions au 31 décembre 2023 attestant notamment de la réalisation du plan de financement (le compte de résultat de la structure).

Dans le cadre de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration.

L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le montant de la subvention est arrêté à un montant maximal prévisionnel de **10 000 €** (dix mille euros). Il est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2023.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales, et selon les modalités suivantes :

- un 1^{er} terme d'un montant de **8 000 €**, dès que la présente convention aura acquis un caractère exécutoire,
- le solde, soit **2 000 €**, sur présentation du bilan quantitatif, qualitatif et financier au plus tard le 30 juin 2024.

ARTICLE 9 : LES MODIFICATIONS A LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de sa destination du financement mis à disposition sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis ni indemnité sur simple lettre de la Métropole.

La présente convention pourra en outre être dénoncée à la demande d'une des parties signataires, par lettre recommandée, moyennant un préavis de six mois à compter de la notification.

ARTICLE 11 : REVERSEMENT DE TOUT OU PARTIE DE LA SUBVENTION

En cas de non-respect par le CDAD de ses engagements, ou en cas de résiliation intervenant dans l'un des cas fixés par l'article précédent, le CDAD reversera à la Métropole les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence de droit commun du service cohésion sociale et territoriale.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission politique de la Ville, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>
- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

ARTICLE 13 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention les parties font élection de domicile au siège de la Métropole TPM, Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS.30536, 83041 TOULON Cedex 9.

ARTICLE 14 : LITIGES

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 15 : LA LEGALITE DE LA CONVENTION ET SA NOTIFICATION

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification au CDAD.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

Le Conseil Départemental de l'Accès au
Droit

La Métropole
Toulon Provence Méditerranée

La Présidente,
Sylvie MOTTES

Le Président,
Jean-Pierre GIRAN